Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

Marmande
TERRE DE GARONNE

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

EXERCICE 2022

Présenté par :

Monsieur Joël HOCQUELET, Maire de Marmande

Madame Françoise VERDIER, Adjointe aux Finances

Madame Karen NOSMAS, Conseillère Municipale déléguée aux budgets annexes

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 FÉVRIER 2022

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

SOMMAIRE

Le cadre juridique du ROB **1**

I – Le contexte général **2**

A – Quelques éléments du contexte économique général 2

1 - Une crise sanitaire qui a entraîné des politiques budgétaires sans précédent 2

2 - La croissance dans le monde et en France 2

3 - Le retour à l'inflation ? 3

4 - Le déficit public et la dette publique continuent de se creuser 4

B – Le projet de loi de finances 2022 : pas de changements majeurs pour les collectivités locales **5**

1 - Une stabilité des dotations de fonctionnement 5

2 - Le maintien en 2022 d'un soutien élevé à l'investissement local 6

3 - La réforme des indicateurs financiers 6

C - La situation financière de la commune **8**

1 - L'estimation des résultats 2021 8

2 – L'évolution de l'épargne 9

II. Les tendances budgétaires de la commune **11**

A – Les recettes et dépenses de fonctionnement **12**

1 – Les recettes de fonctionnement 14

2 - Les dépenses de fonctionnement 16

B – Les recettes et dépenses d'investissement **24**

1 – Les recettes d'investissement 24

2 - Les dépenses d'investissement 25

3 - La dette communale 26

C – Les budgets annexes 28

III – Les orientations du budget 2022 ..... **33**

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

Le cadre juridique du Rapport sur les Orientations Budgétaires

Le budget est un acte essentiel dans la vie de toute collectivité territoriale, car il traduit en matière financière le choix politique des élus. Le cycle budgétaire est rythmé par de nombreuses décisions dont le débat d'orientations budgétaires constitue la première étape. Ce débat répond à une obligation légale pour toutes les communes de plus de 3 500 habitants et doit se dérouler dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

C'est la Loi du 06 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République qui a institué cette obligation.

Et la loi NOTRé du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République a créé de nouvelles obligations relatives à la présentation et à l'élaboration des budgets locaux, et notamment de nouvelles dispositions relatives au débat d'orientations budgétaires.

Le rapport 2022 reprend la même ossature que les rapports précédents et s'inscrit dans le même objectif d'informations sur :

- le contexte de préparation du Budget Primitif 2022
- la situation financière actuelle de la ville
- les grandes orientations envisagées

Il présente des éléments sur les grands enjeux financiers, sur les indicateurs majeurs et sur les principales dépenses ou recettes.

Il n'a pas vocation à faire une présentation exhaustive et détaillée des actions du BP 2022. Celle-ci sera faite lors du vote sur le BP 2022 au conseil municipal du 28 mars prochain.

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

I – LE CONTEXTE GENERAL

A – Quelques éléments du contexte économique général

1– Une crise sanitaire qui a entraîné des politiques budgétaires sans précédent

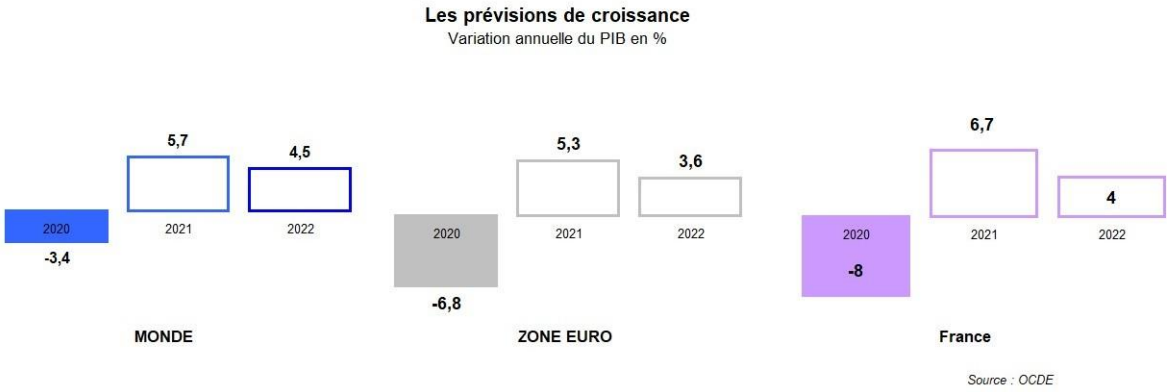
L'épidémie de la COVID 19, qui est apparue au début de l'année 2020, a rapidement dépassé leseul cadre budgétaire et s'est étendue aux sphères politiques, sociales, économiques et financières.

Face à cette situation exceptionnelle et afin de limiter la crise économique, les gouvernements et instances supra nationales ont mis en place des politiques d'accompagnement : plan de soutien à l'économie dans un premier temps puis plan de relance.

En France, le gouvernement a lancé un plan de relance de 100 milliards d'euros sur 2021 et 2022 afin de financer des projets dans les secteurs de la transition écologique, la compétitivité et la cohésion sociale et territoriale.

En Europe, le plan de relance NextGenerationEU (NGEU) est le plus vaste train de mesures jamais financé en Europe : 2 000 milliards d'euros.

2 – La croissance dans le monde et en France



Malgré les actions des gouvernements et des banques centrales, la crise sanitaire a entraîné un repli de l'économie mondiale de 3,4 % en 2020. Le rebond économique devrait être important en 2021 avec des prévisions de croissance au niveau mondial de 5,7 % et devrait se poursuivre en 2022 : + 4,5 %.

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

La France a été particulièrement touchée par la crise en 2020 avec une baisse de croissance de 8 % (ce qui représente la baisse la plus importante dans l'histoire des comptes nationaux français établis depuis 1949). Pour 2021, les prévisions de croissance sont supérieures à 6,5 %, ce qui représenteraitle taux le plus élevé en 50 ans. En 2022, le PIB devrait encore augmenter de façon importante même si moins soutenue qu'en 2021 avec plus de 4 % prévus. Cette prévision est soumise à des aléas importants : le premier est bien évidemment l'évolution de la situation sanitaire ; le comportement des ménages français et notamment le rythme d'utilisation de leur épargne accumulée en 2020 et début 2021 aura un impact fort sur le niveau de croissance en 2022.

3 – Le retour de l'inflation ?

Après avoir été très faible en 2020 avec + 0,5 %, l'inflation connaît une accélération importante en 2021 avec + 2,8 % constaté fin novembre (mois de référence pour le calcul du coefficient de revalorisation des bases fiscales). Cette hausse serait liée à des facteurs conjoncturels (pénurie de matières premières, désorganisation des chaînes de production, difficultés de recrutements …) et par un effet de base (comparaison avec 2020 où les chiffres étaient bas).

Les économistes considèrent que les goulets d'étranglement dus à la reprise économique vont diminuer et que le phénomène d'accélération de l'inflation devrait se résorber en 2022 avec un taux estimé de + 1,4 %. Mais l'hypothèse que cette hausse de prix soit plus importante et dure plus longtemps que prévu reste probable.
En effet, d'après les dernières estimations, l'inflation augmenterait sur un an de + de 3,5 %.
Dans le même temps, la croissance serait plus faible que prévu, pour atteindre 3.2%.

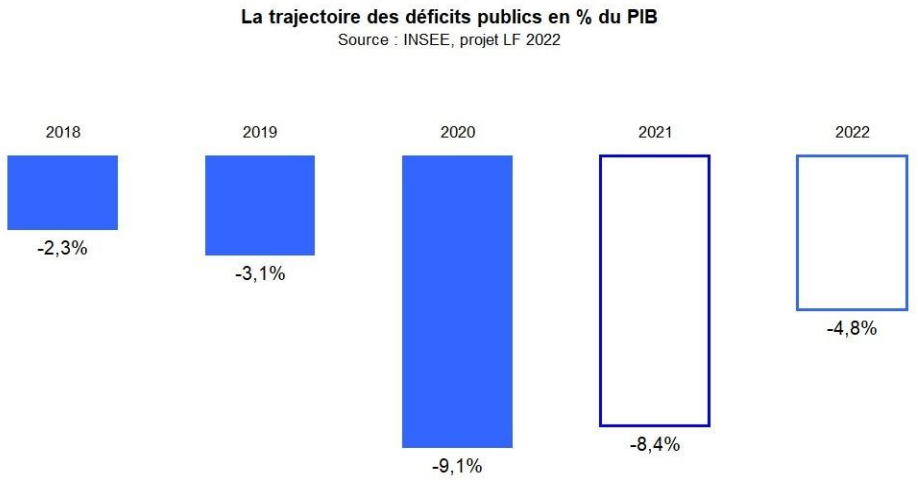
Ce retour de l'inflation (même temporaire) va impacter les budgets des collectivités. D'un côté cette hausse des prix entraîne une revalorisation importante de certains budgets notamment ceux liés à l'énergie. Le budget 2022 a ainsi été construit avec une hausse des coûts du gaz et de l'électricité d'environ + 30 %, soit environ **250 k€**. Par ailleurs, la pénurie de certaines matières premières risque d'avoir des impacts sur les opérations de construction prévues en 2022.

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

Lors d'appels d'offres lancés en fin d'année, certaines collectivités ont déjà constaté des hausses de prix supérieures de 10 à 15 % par rapport aux prévisions ou même parfois des offres restées infructueuses.

A contrario, cette inflation importante attendue en 2021 devrait gonfler le produit fiscal des collectivités. Chaque année, les valeurs locatives cadastrales des logements qui servent de base pourle calcul des impôts locaux sont revalorisées par l'application d'un coefficient forfaitaire. Depuis 2018, ce dernier est fixé en fonction de l'évolution sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation (IPCH) de novembre. En 2021, l'application de cette formule avait abouti à une revalorisation faible de + 0,2 %.
Pour 2022, ce coefficient est fixé à 3.4% mais ne s'appliquera pas à toutes les bases fiscales.

4 – Le déficit public et la dette publique continuent de se creuser

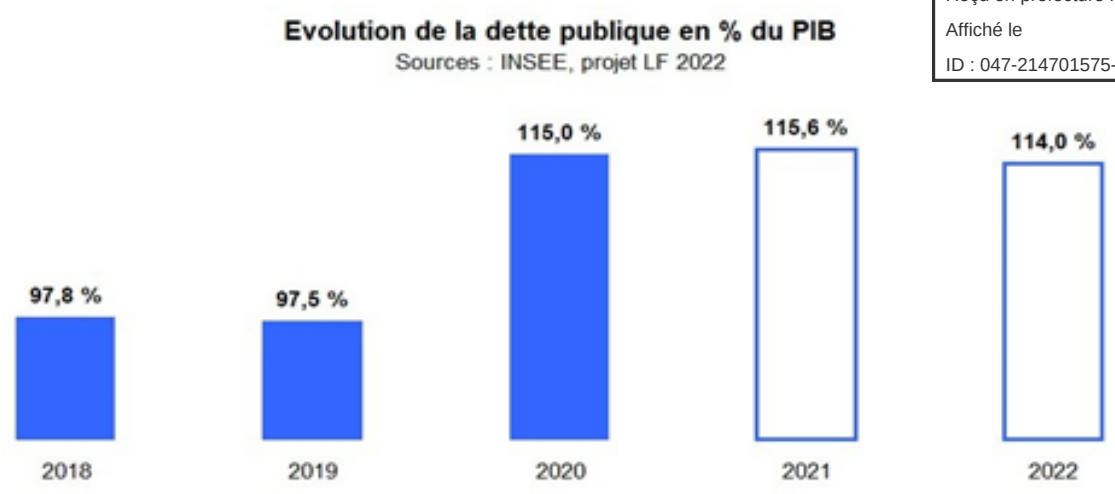


Les mesures de soutien à l'économie puis de relance mises en place par le gouvernement pour luttercontre l'épidémie et protéger les ménages et entreprises conjuguées à une baisse de l'activité ont eu un impact massif sur le solde 2020 (déficit public de 9,1 % du PIB).

En 2021, grâce à la reprise économique, le déficit public devrait se résorber un peu et atteindre – 8,4 % du PIB (voire un peu moins selon les dernières estimations).

En 2022, le déficit public estimé par le gouvernement serait ramené à 4,8 % du PIB. Mais cette prévision pourrait être revue à la hausse avec notamment le financement des mesures d'aide pour faire face à l'inflation.

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE



Avec ces déficits publics élevés, le niveau de dette a considérablement augmenté en 2020, passant de 98 % à 115 % du PIB. Ce niveau élevé devrait être maintenu en 2021 et légèrement diminuer en 2022 avec une estimation de 114 %.

B – Le projet de loi de finances 2022 : pas de changements majeurs en 2022

Le projet de loi de finances 2022 ne prévoit pas de réformes majeures pour les collectivitésterritoriales pour 2022 contrairement aux lois de finances précédentes (2020 : suppression de la taxed'habitation sur les résidences principales et 2021 : réforme des impôts de production).

En revanche, il prévoit une réforme des indicateurs financiers dont les effets seront neutralisés en 2022 mais qui risque de profondément modifier les ressources des collectivités et introduit donc unenouvelle incertitude pour la construction des budgets futurs.

1– Stabilité des dotations de fonctionnement

Le PLF pour 2022 prévoit une stabilité des dotations de fonctionnement aux collectivitésterritoriales.

L'enveloppe globale de la Dotation Globale de Fonctionnement sera ainsi stable à 26,8 milliards d'euros en 2022, dont 18,3 milliards pour le bloc communal. Cette stabilité globale de l'enveloppe masque des disparités d'évolution de ses composantes. Ainsi les dotations de solidarité urbaine et rurale sont abondées chacune de 95 M€ et les dotations des départements de 10 M€. Pour respecter la stabilité de l'enveloppe globale, des redéploiements de crédits sont donc nécessaires sur d'autres fonds. La dotation forfaitaire de certaines communes sera donc une nouvelle fois réduite avec le mécanisme d'écrêtement.

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

2 – Maintien en 2022 d'un soutien élevé à l'investissement local

Pour le bloc communal, l'enveloppe de la Dotation d'Équipements des Territoires Ruraux (DETR) est maintenue à 1 046 M€ et la Dotation de Soutien à l'Investissement Local passe de 570 M€ à 907 M€ en autorisations d'engagement. Cet abondement de 337 M€ servira à financer les opérations des collectivités prévues dans les contrats de relance et de transition écologique (CRTE).

3 – La réforme des indicateurs financiers

Dans le cadre de la péréquation financière, la détermination de dotations et de fonds de péréquation s'effectue à partir d'indicateurs financiers que sont le potentiel fiscal, le potentiel financier et l'effort fiscal.

Potentiel fiscal : indicateur de richesse fiscale. Il correspond à la somme que produiraient les taxes directes de la collectivité si on appliquait aux bases les taux moyens nationaux d'imposition. Il mesure la capacité qu'a la collectivité à lever des produits fiscaux sur son territoire.

Potentiel financier : correspond au potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire perçue par les communes.

Effort fiscal : permet de mesurer la pression fiscale exercée sur le territoire de la collectivité. Il est constitué du rapport entre les produits fiscaux levés sur le territoire de la commune et le potentiel fiscal.

Exemples de mécanismes de péréquation utilisant ces indicateurs :

- Écrêtement de la dotation forfaitaire : écrêtement si potentiel fiscal/habitant de la collectivitéest supérieur à 75 % du potentiel fiscal moyen/habitant
- Dotation nationale de péréquation : éligibilité à la part principale en fonction du potentiel fiscal et de l'effort fiscal
- Répartition de la dotation de solidarité communautaire intégrant des critères d'insuffisancedu potentiel fiscal ou financier
- Prélèvement FPIC (fonds de péréquation communal et intercommunal)

Afin de tenir compte des effets de la réforme de la fiscalité directe locale (liée à la suppression de lataxe

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

d'habitation sur les résidences principales) et de la réforme des impôts de production sur le calcul de la richesse des collectivités, le projet de loi de finances 2022 prévoit une réforme du calcul des indicateurs financiers.

Le périmètre des recettes prises en compte dans le potentiel financier serait élargi avec intégration des droits de mutation à titre onéreux perçus par les communes, la taxe locale sur la publicité extérieure, la taxe sur les pylônes ou encore la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires … De plus, le calcul de l'effort fiscal serait simplifié en le recentrant uniquement sur les impôts levés par la collectivité.

La détermination du niveau de richesse d'une collectivité pourrait se trouver bouleversée. Cette réforme ne sera donc pas neutre financièrement et impactera le calcul de plusieurs dotations, sans que l'on puisse aujourd'hui l'anticiper.

Afin de ne pas perturber les équilibres financiers, le PLF 2022 prévoit la mise en place d'une fraction de correction qui va neutraliser en 2022 les effets de la réforme sur le niveau des indicateurs financiers de 2021. Ce lissage s'appliquera donc de 2023 à 2028 via un coefficient qui viendra neutraliser tout ou partie de la réforme

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Coefficient de neutralisation	100 %	90 %	80 %	60 %	40 %	20 %	0 %

Les modalités précises de cette réforme ne sont pas encore connues et devraient être indiquées dans un décret en 2022. **Elle n'aura pas d'impact sur le budget 2022 mais pourrait avoir des conséquences sur les budgets futurs**. En attendant cela limite la possibilité pour les communes d'établir des prévisions fiables. La projection des éléments financiers ne tient pas compte à ce stade d'évolution de ces indicateurs.

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

II - la situation financière de la collectivité

A - L'estimation des résultats 2021

La situation financière de la Commune au 31 décembre 2021 se décompose comme suit :
(sous réserve de la clôture définitive et du vote du compte administratif)

LES RESULTATS CUMULÉS :

A la clôture de l'exercice 2021, le compte administratif provisoire du budget principal fait apparaître un résultat global de **2 314 168 €** se décomposant comme suit :

Excédent de fonctionnement cumulé :	+	3 068 930.98 €
Excédent d'investissement cumulé :	+	1 622 899.11 €
Restes à réaliser :	-	2 377 662.48 €

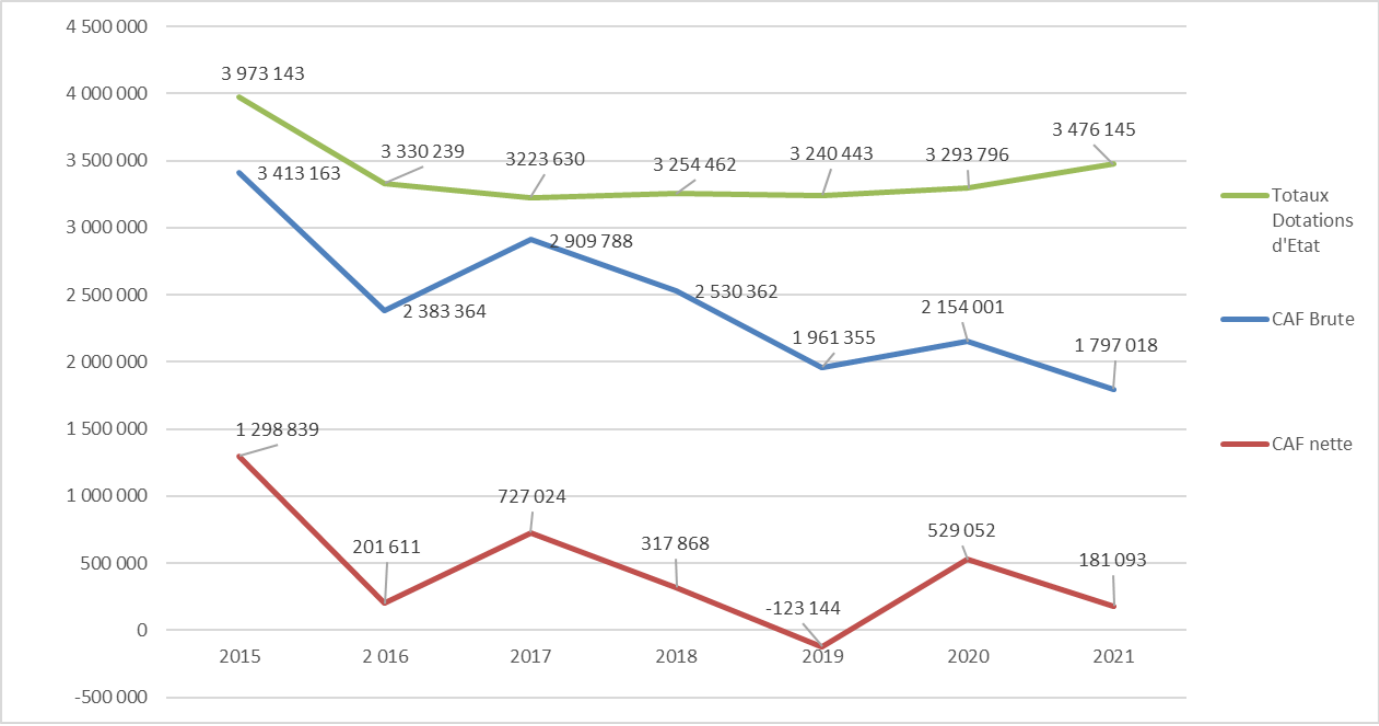
Résultat cumulé		2 314 167.61 €

La commune pratique le rattachement des charges et des produits à l'exercice et les titres et mandats sont émis sans retard.
Le délai de paiement global moyen a été de 11,21 jours en 2021 (moyenne de la strate : 25.57 jours).

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
Résultats reportés		2 174 267,44		155 515,36	-	2 329 782,80
Opérations de l'exercice	22 895 626,57	23 790 290,11	3 847 567,09	5 314 950,84	26 743 193,66	29 105 240,95
TOTAUX	22 895 626,57	25 964 557,55	3 847 567,09	5 470 466,20	26 743 193,66	31 435 023,75
Résultats de clôture	-	3 068 930,98		1 622 899,11		4 691 830,09
Restes à réaliser		-	3 087 062,92	709 400,44	2 377 662,48	
TOTAUX CUMULES	22 895 626,57	25 964 557,55	6 934 630,01	6 179 866,64	29 830 256,58	32 144 424,19
RESULTATS DEFINITIFS	**-**	**3 068 930,98**		**- 754 763,37**	**-**	**2 314 167,61**

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

B – L'EVOLUTION DE L'EPARGNE



Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

Soldes Intermédiaires de Fonctionnement

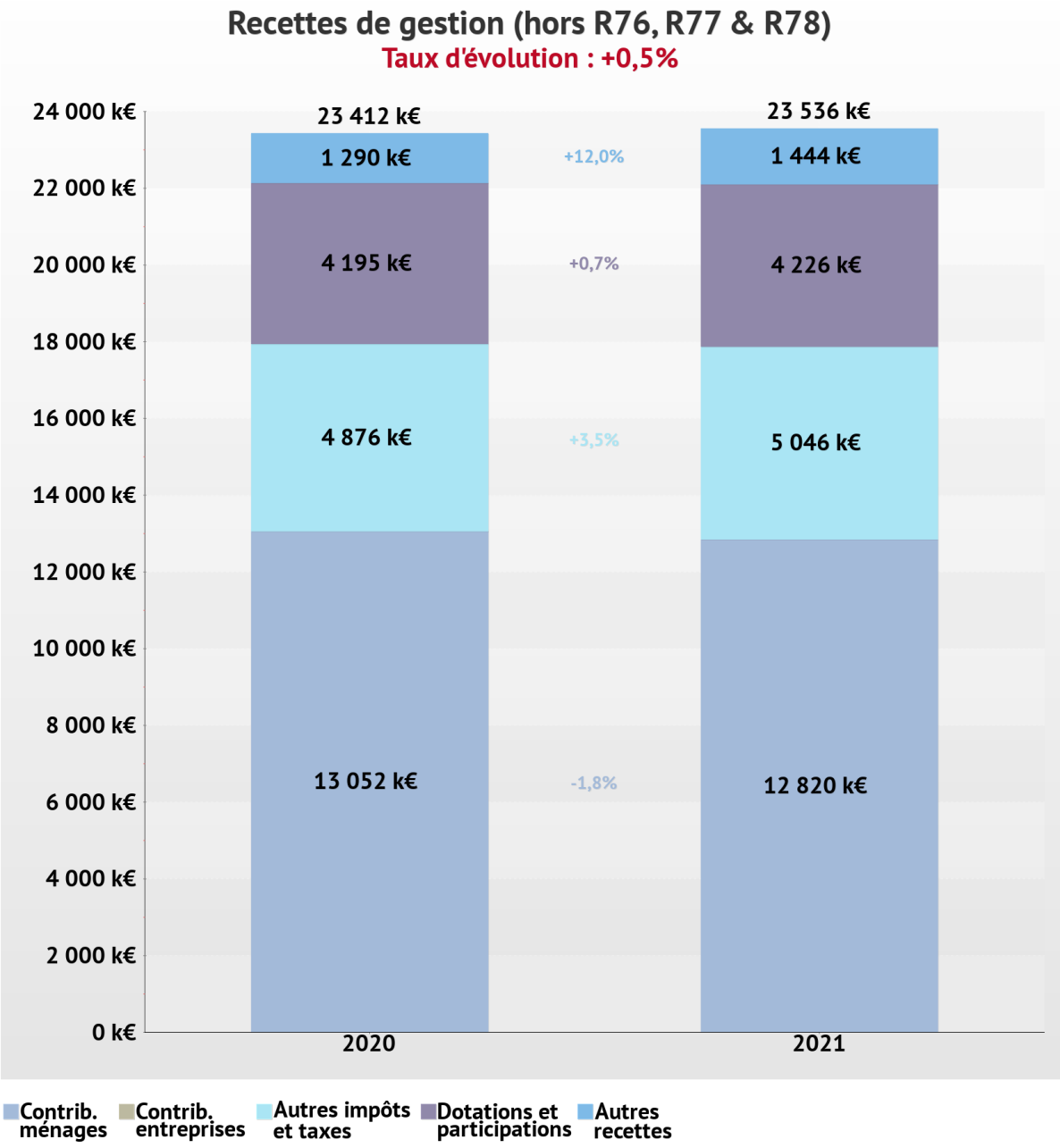
années	2015	2 016	2017	2018	2019	2020	2021
Produits propres de Fonctionnement							
Produits des services et du domaine	1 120 674	971 756	975 866	1 078 785	1 270 317	911 661	1 064 015
Production stockée							
Travaux en régie	435 406	196 424	354 379	192 955	150 085	188 656	137 976
Impôts et taxes	17 388 540	16 813 486	17 290 588	17 444 640	17 778 427	17 927 960	17866073
Produits de gestion courante	318 524	342 205	388 410	293 284	252 625	378 281	380484
	19 263 144	**18 323 871**	**19 009 243**	**19 009 664**	**19 451 454**	**19 406 558**	**19 448 548**
Produits globaux de Fonctionnement							
Produits propres	19 263 144	18 323 871	19 009 243	19 009 664	19 451 454	19 406 558	19 448 548
Dotations, subventions et participations	5 421 829	4 649 112	4 824 551	4 409 150	4 138 107	4 194 756	4 225 711
	24 684 973	**22 972 983**	**23 833 794**	**23 418 814**	**23 589 561**	**23 601 314**	**23 674 259**
Charges externes de Fonctionnement							
Achats	2 392 999	2 272 535,00	2 225 652	2 341 536	4 872 126	4 431 920	4 642 726
Services extérieurs	865 818	784 931	800 767	780 915			
Autres services exterieurs	769 480	852 121	1 004 364	1 009 539			
Redevances pour licences droits et logiciels							
Déficits des budgets annexes administratifs							
Pertes sur créances irrécouvrables	22 548	12 391	3 461	1 286	457	1 398	
Contingents et participations obligatoires	674 203	632 611	630 174	670 093	645 692	591 197	618 907
Subventions de fonctionnement versées	2 162 943	1 997 141	1 826 148	1 997 062	2 070 486	2 266 501	2 227 838
Autres taxes et participations	19 099	14 564	128 741	15 323	14 595	59 875	42 407
	6 907 090	**6 566 294**	**6 619 307**	**6 815 754**	**7 603 356**	**7 350 891**	**7 531 878**
Activité des Services							
Produits globaux de Fonctionnement	24 684 973	22 972 983	23 833 794	23 418 814	23 589 561	23 601 314	23 674 259
Charges externes de Fonctionnement	6 907 090	6 566 294	6 619 307	6 815 754	7 603 356	7 350 891	7 531 878
	17 777 883	**16 406 689**	**17 214 487**	**16 603 060**	**15 986 204**	**16 250 423**	**16 142 381**
Excédent Brut de Fonctionnement							
Activité des Services	17 777 883	16 406 689	17 214 487	16 603 060	15 986 204	16 250 423	16 142 381
Impôts, taxes et versements assimilés	108 752	106 238	118 404	139 012	140 777	110 368	110130
Charges de personnel	13 123 288	12 901 862	13 089 820	12 839 319	12 981 084	13 409 415	13621323
Indemnités, frais mission et formation élus	213 671	216 260	219 377	229 787	233 929	221 382	239 927
	4 332 172	**3 182 329**	**3 786 886**	**3 394 942**	**2 630 415**	**2 509 258**	**2 171 001**
Résultat de Fonctionnement							
EBF	4 332 172	3 182 329	3 786 886	3 394 942	2 630 415	2 509 258	2 171 001
Reprises sur amortissements et provisions	61 945	73 330	0	45510	0	0	0
Transferts de charges	2 714	3 945	0	0	0		
Dotations aux amortissements et provisions	795 269	779 623	804 023	776 652	833 392	1 032 272	885 871
	3 601 562	**2 479 981**	**2 982 863**	**2 663 800**	**1 797 023**	**1 476 986**	**1 285 130**
Résultat courant							
Résultat de Fonct.	3 601 562	2 479 981	2 982 863	2 663 800	1 797 023	1 476 986	1 285 130
Produits financiers	3 593	5 104	4 428	25 448	30	4	52
Charges financières	720 207	632 240	571 400	548 740	446 572	353 631	367 102
	2 884 948	**1 852 845**	**2 415 891**	**2 140 508**	**1 350 481**	**1 123 359**	**918 080**
Résultat de l'exercice							
Résultat courant	2 884 948	1 852 845	2 415 891	2 140 508	1 350 481	1 123 359	918 080
Produits exceptionnels	280 024	572 245	135 777	537 302	185 617	10 681	115977
Charges exceptionnelles	484 561	817 404	519 233	878 590	408 134	12 311	122910
	2 680 411	**1 607 686**	**2 032 435**	**1 799 220**	**1 127 964**	**1 121 729**	**911 147**
Capacité d'Autofinancement Brute (CAF Brute)							
Calcul 1 :							
EBF	4 332 172	3 182 329	3 786 886	3 394 942	2 630 415	2 509 258	2 171 001
Transferts de charges							
Résultat Financier	-716 614	-627 136	-566 972	-523 292	-446 542	-353 627	-367 050
Résultat Exceptionnel	-202 395	-245 159	-383 456	-341 288	-222 517	-1 630	-6 933
	3 413 163	**2 383 364**	**2 909 788**	**2 530 362**	**1 961 355**	**2 154 001**	**1 797 018**
Calcul 2 :							
Résultat de l'exercice	2 680 411	1 607 686	2 032 435	1 799 220	1 127 964	1 121 729	911 147
Dotations aux amortissements et provisions	795269	779 623	804 023	776 652	833 392	1 032 272	885 871
Reprises sur amortissements et provisions	61945	77 275	0	45 510	0		0
	3 413 735	**2 383 364**	**2 909 788**	**2 530 362**	**1 961 356**	**2 154 001**	**1 797 018**
CAF nette							
CAF	3 413 735	2 383 364	2 909 788	2 530 362	1 961 356	2 154 001	1 797 018
Amortissement dette	2 114 896	2 181 753	2 182 764	2 212 494	2 084 500	1 624 949	1 615 925
	1 298 839	**201 611**	**727 024**	**317 868**	**-123 144**	**529 052**	**181 093**
Capacité à se désendetter (CDD)							
Encours de la dette au 31 décembre	19 109 575	16 927 821	16745057	16 946 147	16 642 322	17 517 373	17 901 448
CAF Brute	3 413 163	2 383 364	2 909 788	2 530 362	1 961 355	2 154 001	1 797 018
Capacité à se Désendetter en années	**5,60**	**7**	**6**	**7**	**9**	**8**	**10**
Totaux Dotations d'Etat	**3 973 143**	**3 330 239**	**3 223 630**	**3 254 462**	3 240 443	3 293 796	3 476 145

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

II – LES TENDANCES BUDGETAIRES DE LA COMMUNE

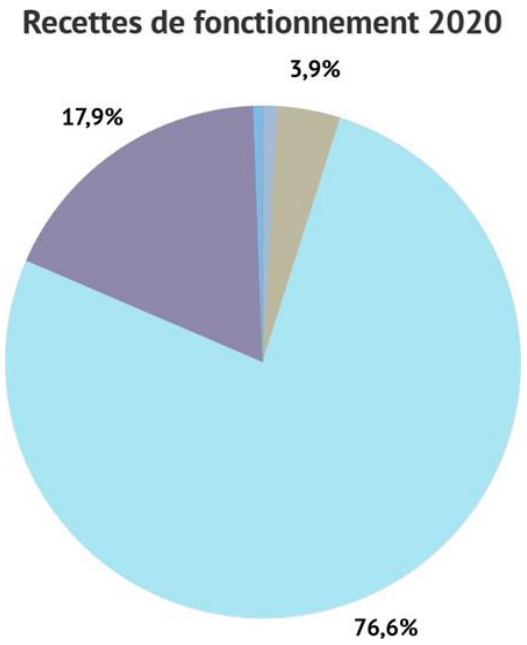
A – Les recettes et dépenses de fonctionnement

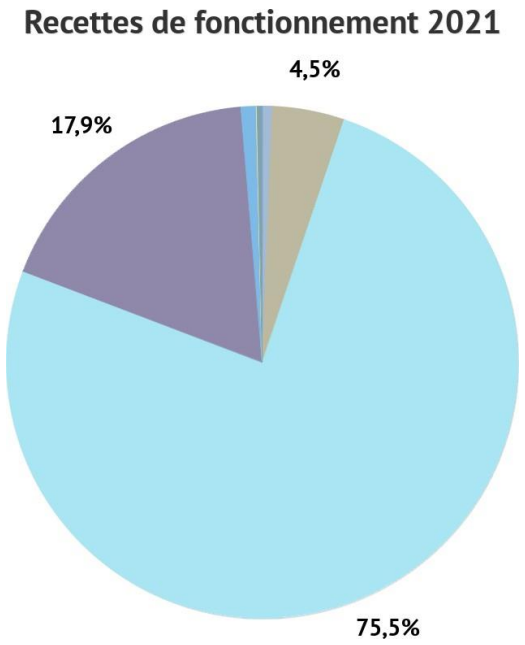
1 – Les recettes de fonctionnement



Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT			
	CA 2020		
R013 *Atténuations de charges*	221 k€	154 k€	**- 30,34 %**
R70 *Produits des services*	911 k€	1064 k€	**16,75 %**
R73 *Impôts et taxes*	17 928 k€	17 866 k€	**- 0,35 %**
R74 *Dotations et Participations*	4 195 k€	4 226 k€	**0,74 %**
R75 *Autres produits de gestion courante*	157 k€	227 k€	**43,98 %**
R76 *Produits financiers*	0 k€	0 k€	**1200 %**
R77 *Produits exceptionnels*	5 k€	112 k€	**2192,16 %**
R78 *Reprises sur provisions réelles*	0 k€	0 k€	
Autres recettes de fonctionnement	0 k€	0 k€	
Total recettes réelles de fonctionnement	**23 417 k€** *(84,80 %)*	**23 649 k€** *(86,74 %)*	**0,99 %**





Les hypothèses retenues pour l'évaluation des recettes 2022 et suivantes restent prudentes :

- Une évolution prudente de la fiscalité (même si certaines bases sont revalorisées à hauteur de 3.4% en 2022)
- Une poursuite de la diminution des dotations, et notamment de la dotation globale de fonctionnement
- Une prudence sur les droits de mutation même si le marché immobilier très dynamique nous laisse espérer des recettes importantes. En effet, il serait risqué de bâtir une prospective financière sur une recette aussi volatile (une remontée des taux pourrait par exemple enrayer cette dynamique)
- Une progression des recettes de tarification, tenant compte de l'inflation, mais également d'une révision de la politique tarifaire.

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

LES PRODUITS FISCAUX

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2020	CA 2021	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PÉRIODE
FISCALITÉ : TAXES MÉNAGES			
Base nette Taxe Habitation	23 730 991	1 114 045	**-95,31 %**
Base nette Taxe Habitation RS	0	0	
Base nette Taxe Foncier Bâti	24 201 327	22 662 262	**-6,36 %**
Base nette Taxe Foncier Non Bâti	189 986	190 579	**0,31 %**
Taux TH	15,1 %	15,1 %	
Majoration RS			
Taux FB	37,65 %	64,98 %	**72,59 %**
Taux FNB	99,5 %	99,5 %	
Produit TH	3 583 380	168 221	**-95,31 %**
Produit TH RS	0	0	
Produit FB	9 111 800	14 725 938	**61,61 %**
Produit FNB	189 036	189 626	**0,31 %**
Produit additionnel FNB	0	0	
PRODUIT MÉNAGES *	**12 884 215 €**	**15 083 785 €**	**17,07 %**
RÔLES SUPPLÉMENTAIRES	**168 176 €**	**-2 263 804 €**	**-1446,09 %**
TOTAL FISCALITÉ DIRECTE	**13 052 391 €**	**12 819 981 €**	**-1,78 %**

	CA 2020	CA 2021	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PÉRIODE
IMPÔTS ET TAXES *(R73)*	**17 927 961 €**	**17 866 074 €**	**-0,35 %**
Contributions directes *(R7311)*	13 052 391 €	12 819 981 €	**-1,78 %**
Attribution de compensation *(R73211)*	3 305 616 €	3 305 616 €	
Dotation de solidarité communautaire *(R73212)*	0 €	0 €	
FNGIR *(R73 221)*	0 €	0 €	
FPIC *(R732 221)*	223 412 €	228 287 €	**2,18 %**
Produit TEOM *(R7313)*	0 €	0 €	
Taxe de séjour *(R73 172)*	0 €	0 €	
Produits des jeux *(R7364)*	0 €	0 €	
TLPE *(R73174)*	0 €	0 €	
Taxe additionnelle au droits de mutation *(R73 123)*	646 571 €	797 664 €	**23,37 %**
Autres impôts et taxes	699 971 €	714 526 €	**2,08 %**

Les taux de fiscalité locale seront maintenus cette année encore à leurs niveaux actuels respectifs comme suit :

- ✓ Taxe sur le foncier bâti : 64.98 %
- ✓ Taxe sur le foncier non bâti : 99.50 %
- ✓ Taxe Habitation (résidences secondaires et locaux vacants) : 15.10 %

Il est à noter que les taux communaux n'ont pas été modifiés en 2021. Mais la réforme de la fiscalité locale instaurée en 2021 a transféré la fiscalité départementale sur le foncier bâti (27.33% en Lot et Garonne) à la fiscalité communale sur le foncier bâti (37.65% à Marmande), avec un mécanisme de coefficient de correction pour « ajuster » ce nouveau produit à la perte de la taxe d'habitation.
La fiscalité payée par les ménages et les entreprises sur le foncier bâti n'est pas impactée par cette modification.

Par ailleurs, la revalorisation forfaitaire des bases par l'Etat a été fixée à +3.40 % pour 2022. Toutefois, cette actualisation ne s'appliquera pas à toutes les bases (les bases des locaux professionnels sont révisables selon une grille tarifaire départementale).

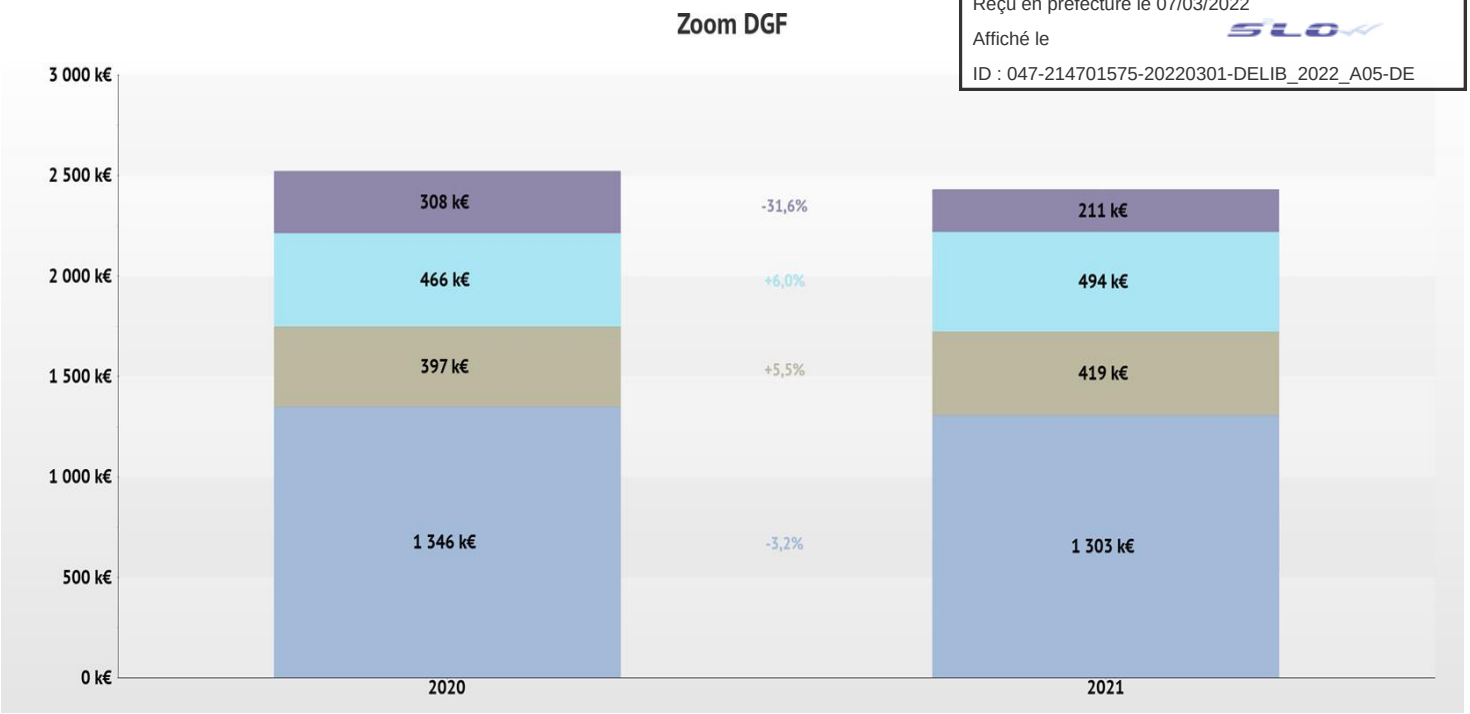
Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

LES DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

EVOLUTION DES DOTATIONS

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Evolution 2015/2021	Evolution moyenne 2015/2021
Population DGF	19294	18843	18595	18779	18481	18521	18387		
Taux de croissance de la dotation forfaitaire									
Dotation forfaitaire totale notifiée	2 259 653	1 718 453	1 433 805	1 428 695	1 368 792	1 346 465	1 302 845	-42,34%	-6,05%
dont dotation de base									
dont dotation de superficie									
dont complément de garantie									
dont compensations part salaires TP									
Dotation de solidarité rurale	311 347	323 603	360 085	368 137	377 224	397 077	418 899	34,54%	4,93%
Dotation de solidarité urbaine	294 722	297 669	364 531	403 385	434 016	466 430	494 273	67,71%	9,67%
Dotation Nationale de péréquation	415 346	397 173	391 815	357 837	322 053	308 390	211 069	-49,18%	-7,03%
Doation spéciale Instituteurs	0	0	0			0			
Dotation Générale de Décentralisation	0	1 867			1 866	0			
Dotation de recensement	4 222	3 994	3 722	3 591	3 544	3 458		-100,00%	-14,29%
Dotation pour les titres sécurisés	10 060	10 060	10 060	17 160	17 160	24 260		-100,00%	-14,29%
Compensations au titre de la TH	543 829	446 668	581 429	609 071	646 985	679 114		-100,00%	-14,29%
Compensations au titre de la TF	105 333	106 471	70 626	66 586	68 803	68 602	1 049 059	895,95%	127,99%
Compensations au titre de la TP	28 631	24 281	7 557	0	0	0		-100,00%	-14,29%
Totaux Dotations d'Etat	3 973 143	3 330 239	3 223 630	3 254 462	3 240 443	3 293 796	3 476 145	-12,51%	-1,79%
Contribution de la Commune au redres	431 624	443 902	0	0	0				

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

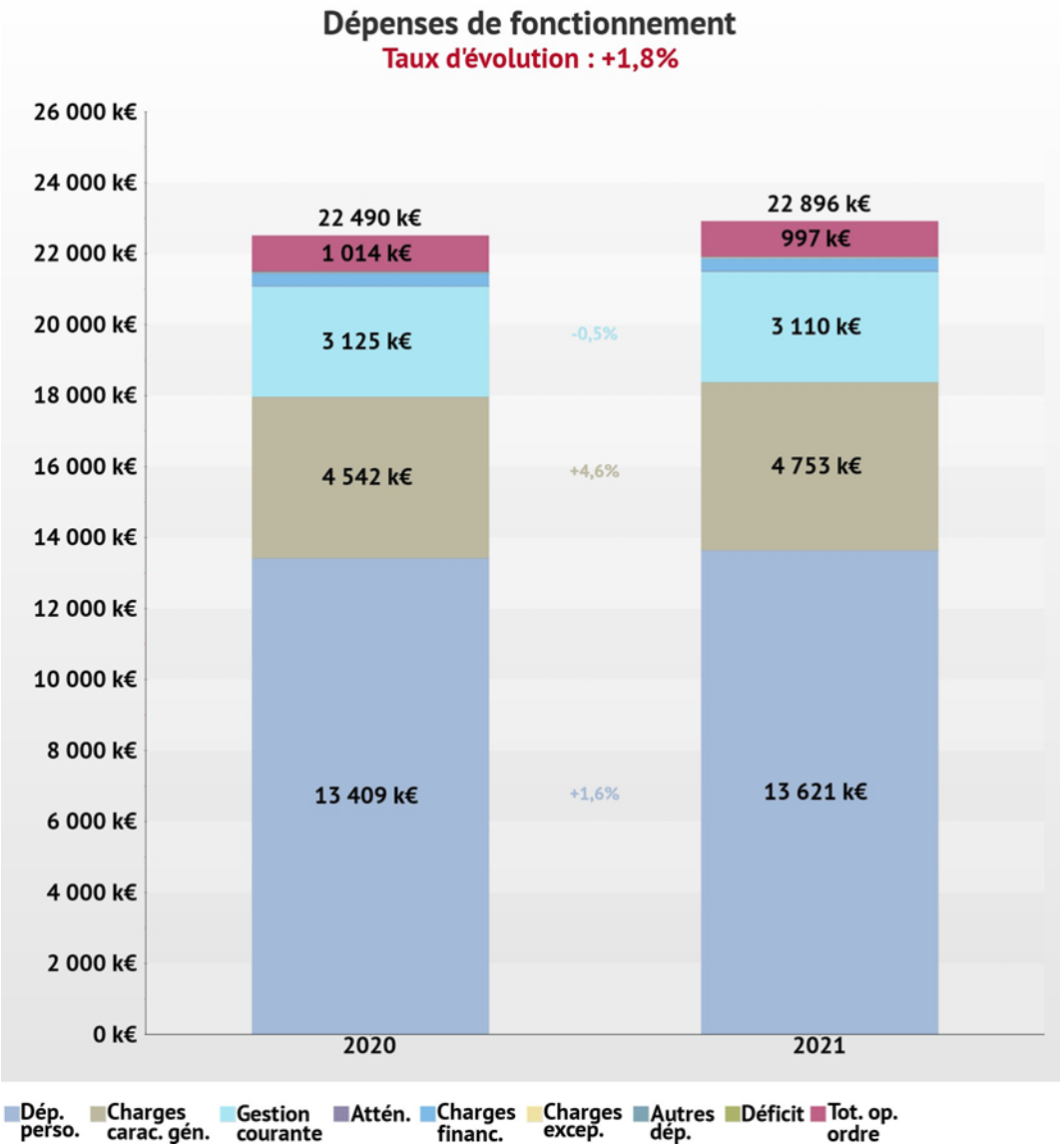


DGF Base DSR DSU DNP

	CA 2020	CA 2021	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PÉRIODE
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT			
Dotation forfaitaire *(R74 111)*	1346 465 €	1302 845 €	**- 3,24 %**
DSR *(R741121)*	397 077 €	418 899 €	**5,5 %**
DSU *(R741123)*	466 430 €	494 273 €	**5,97 %**
DNP *(R741127)*	308 390 €	211069 €	**- 31,56 %**
Total DGF	2 518 362 €	2 427 086 €	**- 3,62 %**

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

2 – les dépenses de Fonctionnement



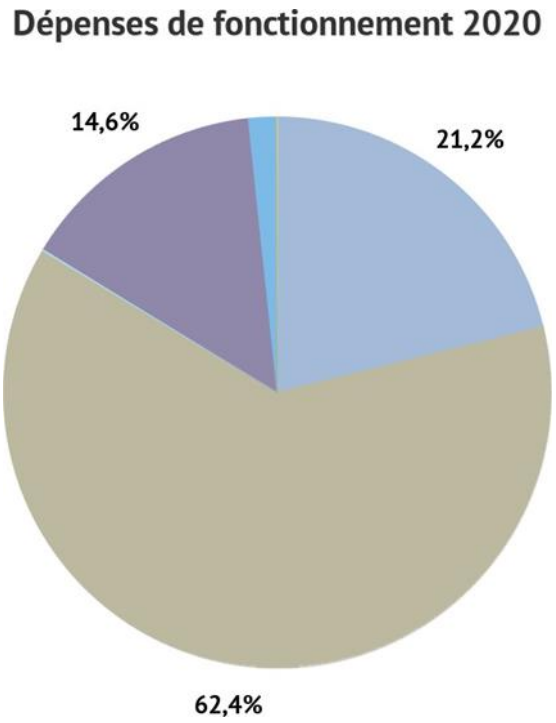
Des actions de rationalisation doivent conduire à **une maîtrise des dépenses de fonctionnement** notamment par la mise en place d'instruments de contrôle, de prévision et d'anticipation permettant d'ajuster les dépenses aux recettes mais également à des objectifs et des besoins soigneusement quantifiés et mesurés.

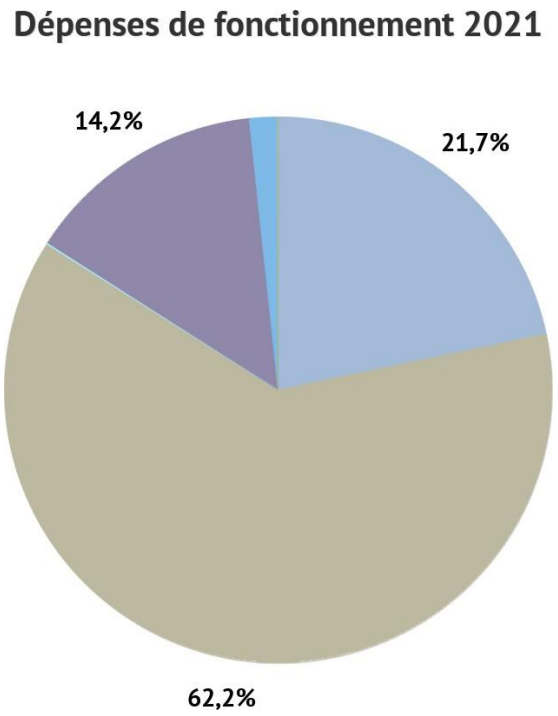
Devront être prises en compte :

- une augmentation vertigineuse de l'énergie (+ 250 000 euros sur la seule électricité pour l'exercice 2022)
- une maîtrise contrainte du chapitre 012 (dépenses de personnel) et ce malgré les évolutions règlementaires imposées
- une rationalisation des aides aux associations tant en subventions qu'en avantages en nature.

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT			
	CA 2020		
D011 *Charges à caractère général*	4 542 k€	4 753 k€	**4,64 %**
D012 *Dépenses de personnel*	13 409 k€	13 621 k€	**1,58 %**
D014 *Atténuations de produits*	15 k€	19 k€	**27,65 %**
D65 *Autres charges de gestion courante*	3 125 k€	3 110 k€	**- 0,48 %**
D66 *Charges financières*	354 k€	367 k€	**3,81 %**
D67 *Charges exceptionnelles*	8 k€	12 k€	**44,53 %**
D022 *Dépenses imprévues (BP uniquement)*			
D68 réelles *Dotations aux amortissements et provisions*	22 k€	16 k€	**- 25,31 %**
Autres dépenses de fonctionnement & imprévues	0 k€	0 k€	
Total dépenses réelles de fonctionnement	**21 476 k€** *(81,24 %)*	**21 899 k€** *(86,63 %)*	**1,97 %**





Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

LES FRAIS DE PERSONNEL (chapitre 012)

	CA 2020	CA 2021	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PÉRIODE
DÉPENSES DE PERSONNEL *(D012)*	**13 409 415 €**	**13 621 323 €**	**1,58 %**
Autres personnel extérieur *(D 6218)*	42 948 €	3 277 €	**- 92,37 %**
Impôts et taxes *(D 633 hors 6331)*	391787 €	302 785 €	**- 22,72 %**
Versement transport *(D 6331)*	74 500 €	58 890 €	**- 20,95 %**
Rémunérations principales *(D 64 111)*	6 643 195 €	6 819 587 €	**2,66 %**
Supplém. salariaux *(D 64 112)*	82 451€	76 198 €	**- 7,58 %**
Autres indemnités *(D 64 118)*	877 739 €	799 142 €	**- 8,95 %**
Non titulaires *(D 64 13)*	1085 370 €	1262 794 €	**16,35 %**
Insertion *(D 6416)*	8 040 €	6 306 €	**- 21,57 %**
Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. *(D 6451)*	1431 159 €	1498 526 €	**4,71 %**
Cotisations aux caisses de retraites *(D 6453)*	2 075 491€	2 095 753 €	**0,98 %**
ASSEDIC *(D 6454)*	44 624 €	50 890 €	**14,04 %**
Cotisations pour assurance du personnel *(D 6455)*	103 588 €	104 376 €	**0,76 %**
Cotisations aux autres organismes *(D 6458)*	0 €	0 €	
Autres charges sociales *(D 647)*	92 091€	101314 €	**10,02 %**
Autres	456 432 €	441485 €	**- 3,27 %**

Poste majeur des dépenses de la Ville, la maîtrise de l'évolution des charges de personnel constitue un enjeu important. La Ville de Marmande mène une politique de ressources humaines guidée par la qualité et la quantité de services rendus aux administrés, avec le souci constant d'une maîtrise de la masse salariale et des effectifs.

En application des dispositions de la loi de transformation de la fonction publique, les lignes directrices de gestion des ressources humaines ont été adoptées par arrêté le 30 décembre 2020 au regard des grandes orientations du mandat.

La qualité du service public porté par Marmande à ses habitants repose sur environ 350 agents qui au quotidien sont au contact des usagers, des citoyens ou qui exercent en appui des services opérationnels. Dès lors, la mise en place des lignes directrices de gestion est un repère pour les agents à travers la définition de la stratégie pluriannuelle de gestion des ressources humaines portant sur les objectifs :

- d'adaptation des effectifs et des compétences associées ;
- d'amélioration de la qualité de vie au travail et de protection des agents ;
- de transparence et d'équité dans les conditions de rémunérations et d'évolution de carrière ;
- d'égalité professionnelle.

Des mesures externes impacteront la masse salariale :

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

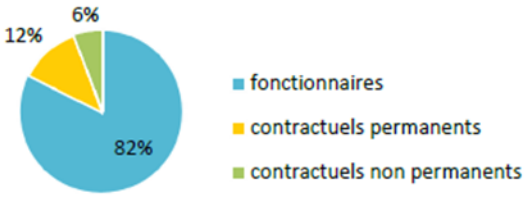
- Indemnité « inflation » : sur la base des rémunérations du mois d'octobre, près de 80% des agents de Marmande seraient susceptibles de percevoir la prime. Montant estimé : 50 000 €.
- Indemnité de précarité : 4 828 € en 2021.
- Crise sanitaire : certaines ASA doivent être compensées dans les structures soumises à taux d'encadrement pour permettre leur fonctionnement.
- Revalorisation des premiers grades des cadres d'emplois de catégories C.

La structure des effectifs de la commune de Marmande est stable.

Effectifs

359 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2020

- > **296** fonctionnaires
- > **43** contractuels permanents
- > **20** contractuels non permanents



3 contractuels permanents en CDI

2 agents sur emploi fonctionnel dans la collectivité

Précisions emplois non permanents

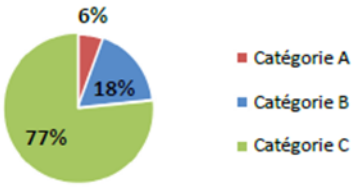
- Aucun contractuel non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- 85 % des contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels
- Personnel temporaire intervenu en 2020 : aucun agent du Centre de Gestion et aucun intérimaire

Caractéristiques des agents permanents

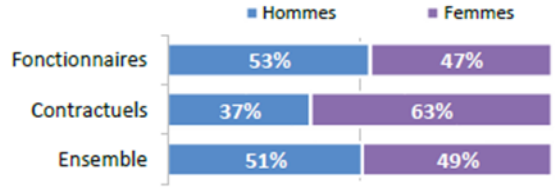
Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	17%	9%	16%
Technique	44%	19%	41%
Culturelle	14%	12%	13%
Sportive	2%		2%
Médico-sociale	3%		2%
Police	4%		3%
Incendie			
Animation	17%	60%	22%
Total	**100%**	**100%**	**100%**

Répartition des agents par catégorie



Répartition par genre et par statut



Les principaux cadres d'emplois

Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	25%
Adjoints d'animation	20%
Agents de maîtrise	12%
Adjoints administratifs	12%
Assistants d'enseignement artistique	7%

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

Pyramide des âges

En moyenne, les agents de la collectivité ont 46 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	47,68
Contractuels permanents	37,61
Ensemble des permanents	**46,39**

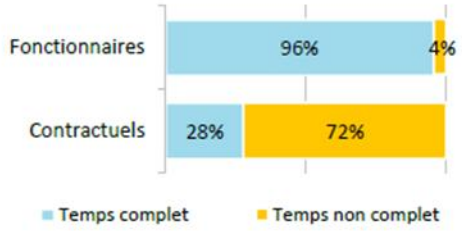
Âge moyen* des agents non permanent	
Contractuels non permanents	33,43

Pyramide des âges des agents sur emploi permanent

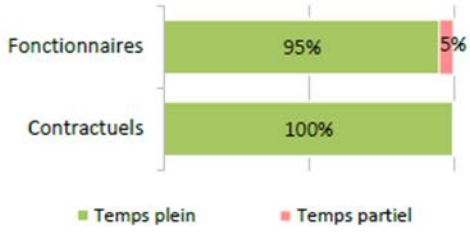
** L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge*

Temps de travail des agents permanents

Répartition des agents à temps complet ou non complet



Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



Les 3 filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaires	Contractuels
Culturelle	15%	60%
Animation	12%	73%
Technique	1%	100%

Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

1% des hommes à temps partiel
9% des femmes à temps partiel

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

- LES CHARGES A CARACTERE GENERAL

Cette rubrique retrace tous les achats nécessaires au fonctionnement des services : achats de fournitures, de consommables, de prestations de services, de petits matériels, également la location de matériels, l'entretien et la réparation de divers biens, les assurances, les fluides…

Ce chapitre traduit également la mise en œuvre des politiques souhaitées et plus particulièrement des services publics offerts aux Marmandais dans les domaines notamment de l'éducation, de la culture, du sport.

Par principe, des efforts de rationalisation ou d'optimisation sont effectués chaque année par les services afin de toujours améliorer la qualité des produits, des biens et prestations acquis et ce à un coût le plus intéressant possible pour la collectivité. Certaines de ces dépenses sont fixes et enregistrent des hausses qui s'imposent intrinsèquement à la Ville.

	CA 2020	CA 2021	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PÉRIODE
CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL *(D011)*	**4 542 288 €**	**4 752 856 €**	**4,64 %**
Achat de prestations de services *(D 6042)*	833 010 €	886 407 €	**6,41 %**
Achats de matériels *(D 605)*	0 €	0 €	
Eau *(D 60 611)*	195 016 €	227 812 €	**16,82 %**
Energie électricité *(D 60 612)*	983 216 €	1000 549 €	**1,76 %**
Chauffage *(D 60 613)*	0 €	0 €	
Carburants *(D 60 622)*	88 553 €	131 303 €	**48,28 %**
Alimentation *(D 60 623)*	9 951€	10 096 €	**1,46 %**
Fournitures *(D 60 63)*	106 107 €	108 502 €	**2,26 %**
Contrat de Prestations de services *(D 611)*	32 572 €	30 368 €	**- 6,77 %**
Location immobilière *(D 6132)*	23 390 €	16 803 €	**- 28,16 %**
Location mobilière *(D 6135)*	213 682 €	202 678 €	**- 5,15 %**
Charges locatives *(D 614)*	0 €	0 €	
Entretien Immobilier *(D 6152)*	116 026 €	122 464 €	**5,55 %**
Entretien mobilier *(D 6155)*	76 228 €	68 598 €	**- 10,01 %**
Maintenance *(D 6156)*	161 253 €	190 172 €	**17,93 %**
Assurances *(D 616)*	117 744 €	115 723 €	**- 1,72 %**
Études et recherches *(D 617)*	6 177 €	5 000 €	**- 19,05 %**
Divers *(D 618)*	69 460 €	53 317 €	**- 23,24 %**
Honoraires *(D 622)*	113 440 €	152 991€	**34,87 %**
Cérémonies *(D 6232)*	63 610 €	149 959 €	**135,75 %**
Transports de biens et collectifs *(D 624)*	4 980 €	5 518 €	**10,8 %**
Déplacements missions *(D 625)*	4 893 €	12 230 €	**149,95 %**
Télécoms *(D 6262)*	86 874 €	56 095 €	**- 35,43 %**
Frais de nettoyage *(D 6283)*	170 979 €	180 608 €	**5,63 %**
Autres	1065 127 €	1025 663 €	**- 3,71 %**

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

- LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (chapitre 65)

Il comprend essentiellement les contingents et participations obligatoires ainsi que les subventions versées.

Une des dépenses la plus importante de ce poste est la contribution au SDIS (Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours) et a évolué comme suit :

Evolution de la contribution au SDIS		
Année	Contribution	
	par habitant	communale
2015	32,42	598 593
2016	32,42	584 648
2017	32,55	577 875
2018	32,72	587 291
2019	33,05	580 283
2020	33,35	587 339
2021	33,80	589 983
2022	34,07	590 841

Les subventions et les avantages en nature versés aux diverses associations devront être impérativement contenus afin de participer à l'effort communal de maîtrise des dépenses.

La subvention au Centre Communal d'Action Sociale évolue comme suit :

636 600 euros en 2015
550 000 euros en 2016
550 000 euros en 2017
600 000 euros en 2018
600 000 euros en 2019
600 000 euros en 2020
650 000 euros en 2021

Environ 700 000 € sont prévus en 2022

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

La subvention à l'EPA Cité de la Formation évolue comme suit :

525 000 euros en 2015

450 000 euros en 2016

300 000 euros en 2017

380 000 euros en 2018

400 000 euros en 2019

400 000 euros en 2020

300 000 euros en 2021

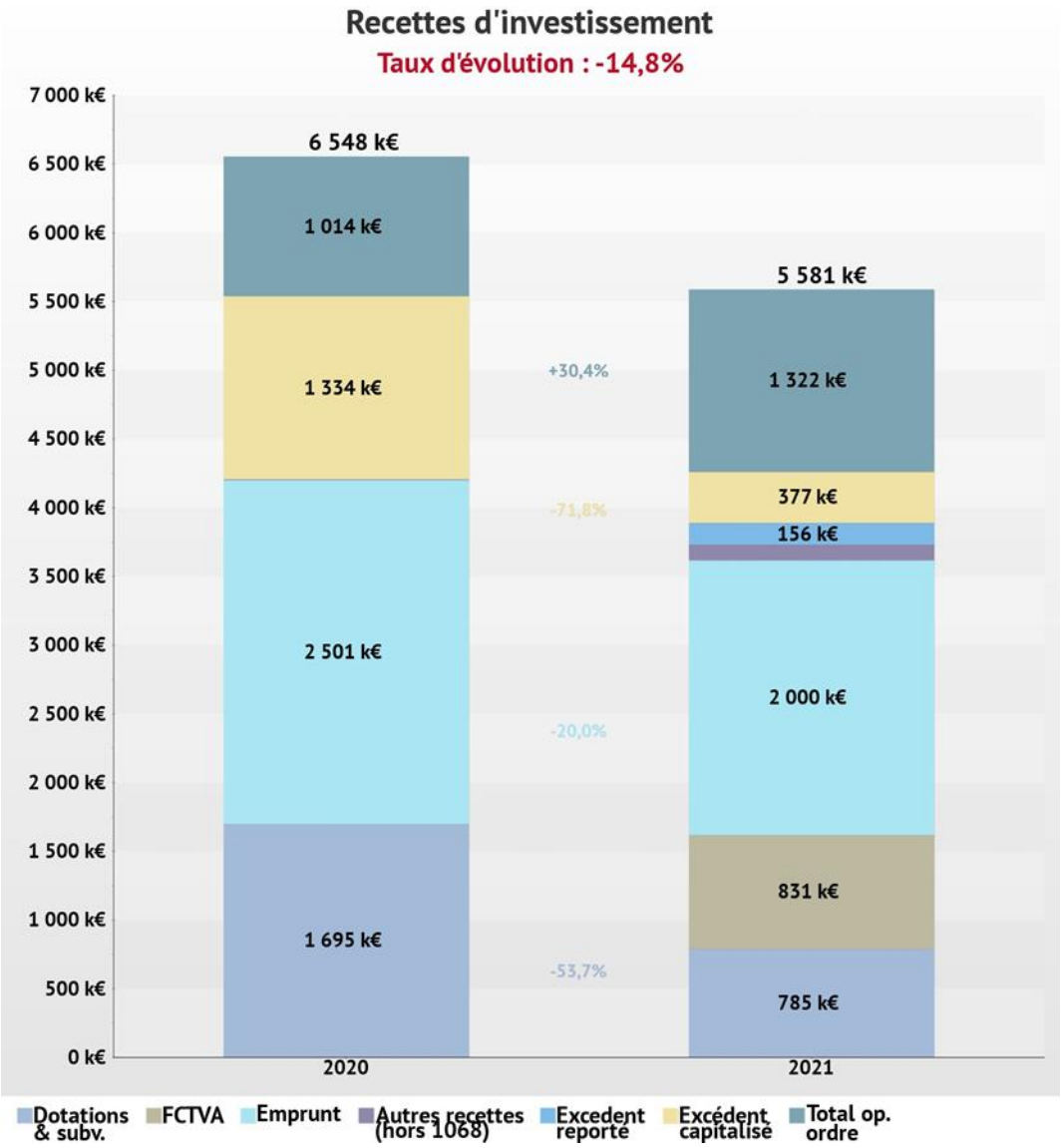
300 000 euros prévus en 2022

	CA 2020	CA 2021	VARIATION ANNUELLE MOYENNE OU MONTANT MOYEN SUR LA PÉRIODE
CHARGES COURANTES *(D65)*	**3 125 249 €**	**3 110 307 €**	**- 0,48 %**
Frais de séjour, hébergement, et inhumation *(D652)*	0 €	0 €	
Indemnités, frais de missions élus *(D653)*	221382 €	239 927 €	**8,38 %**
Contingent aide sociale *(D65542)*	0 €	0 €	
Contingent incendie *(D6553)*	587 339 €	589 983 €	**0,45 %**
Contribution aux organismes de regroupement	0 €	23 671 €	**ns**
Autres contingents & particip. oblig. *(autres D 655)*	3 859 €	- 18 417 €	**- 577,25 %**
CCAS *(D 657.362)*	600 000 €	650 000 €	**8,33 %**
Caisse des écoles *(D 657.361)*	0 €	0 €	
Subv. de fonctionnement au secteur privé *(D 6574)*	1016 120 €	976 295 €	**- 3,92 %**
Autres subv. de fonctionnement versées *(autres D*	649 982 €	596 678 €	**- 8,2 %**
Autres charges courantes *(autres D 65)*	46 567 €	52 170 €	**12,03 %**

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

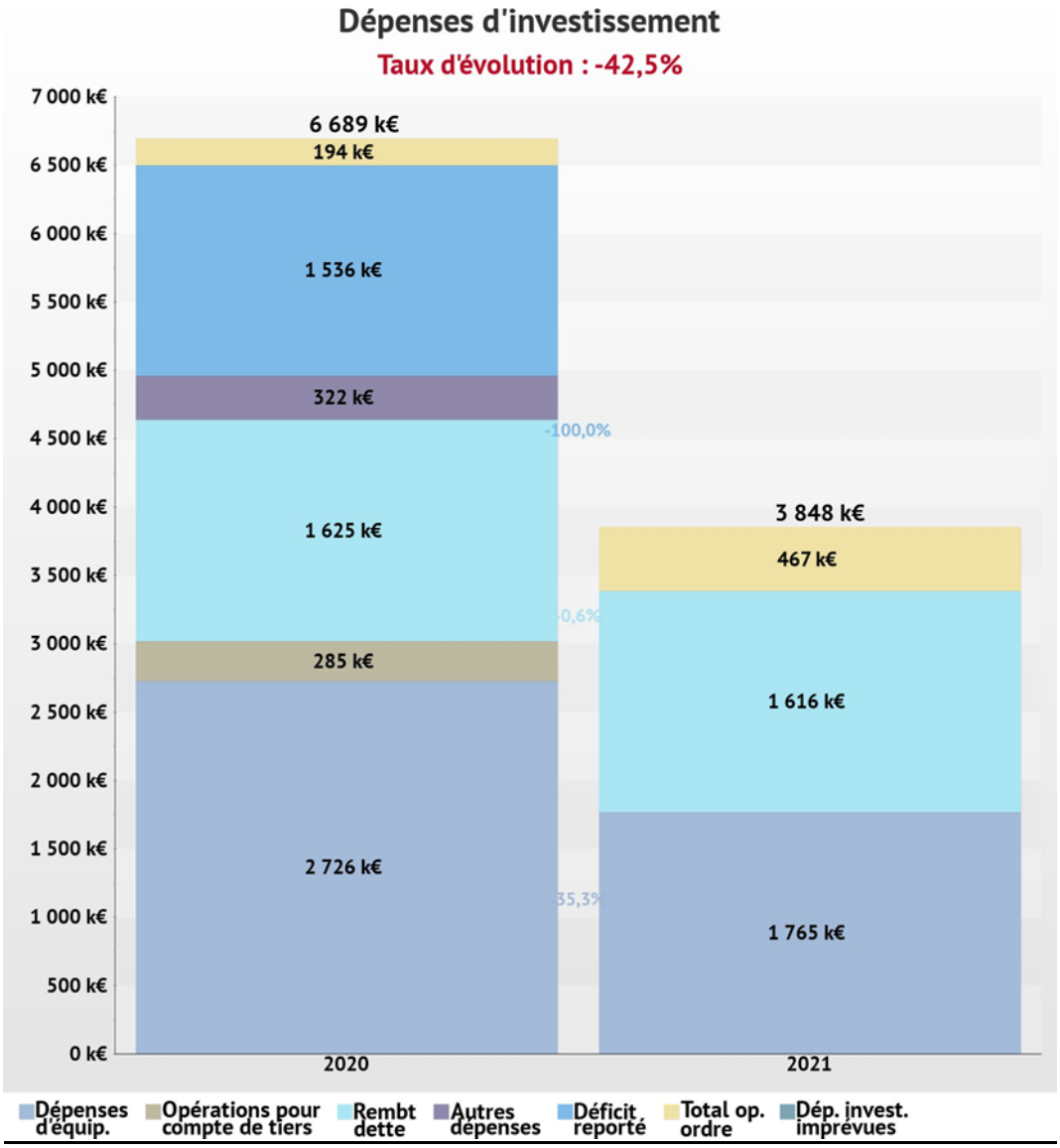
B - Les recettes et dépenses d'investissement

1 – LES RECETTES D'INVESTISSEMENT



Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

2 – LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT



Pour la période 2022 à 2025, le volume d'investissement prévisionnel est de 15 M€.

En comparaison avec les orientations budgétaires 2021, le niveau réalisé 2021 est plus faible et le prévisionnel 2022 sera plus élevé. Cet écart est lié aux décalages de réalisation de certains projets en raison de la crise sanitaire et de la volonté d'aller chercher pour chaque projet le maximum de participations possibles (cette recherche peut parfois retarder les projets car les financeurs exigent que leur accord soit préalable au lancement).

Le contexte sanitaire et ses conséquences sur l'économie, notamment sur les prix des matières premières, invitent d'ores et déjà à la prudence sur la capacité à mener à bien l'intégralité des projets envisagés en 2022, avec un effet report sur les années suivantes.

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

3 - La dette communale

A la clôture de l'exercice 2021, l'encours en capital de la dette de la commune s'élève à **17 901 448 €** (14 contrats).

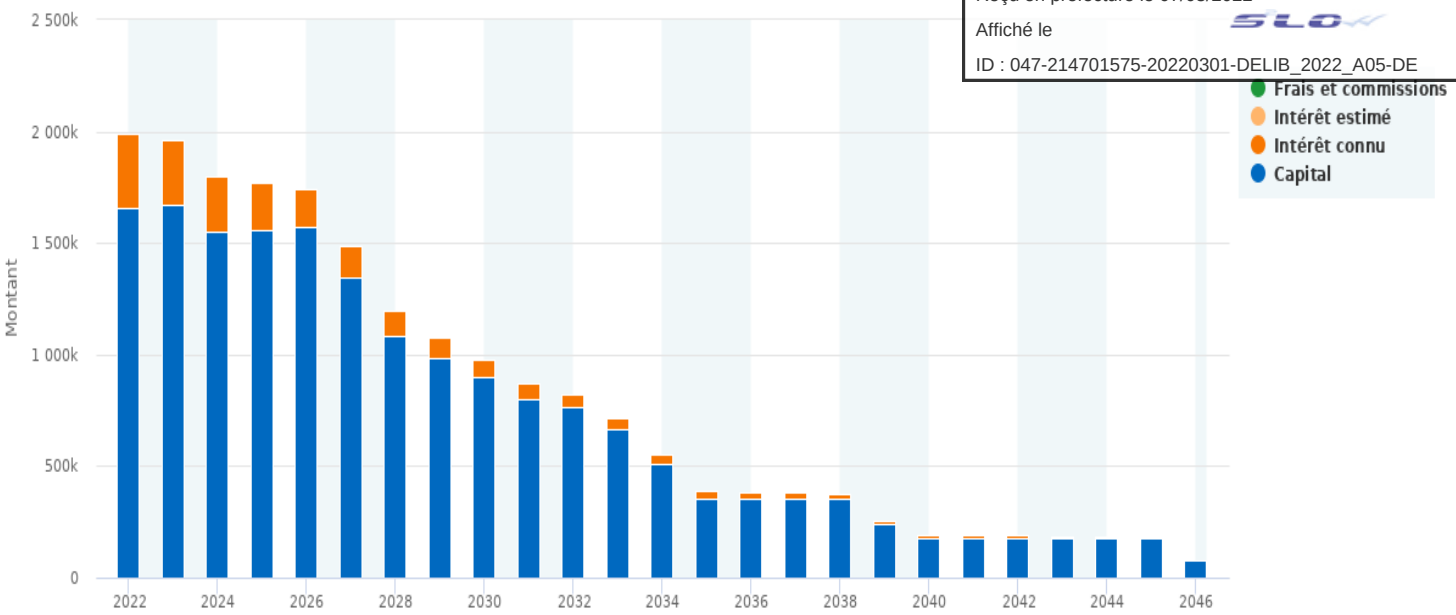
L'endettement reste stable si l'on tient compte de l'emprunt conclu en septembre 2021 (décision n°2021.177 du 19 août 2021) et dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Organisme prêteur : La Banque Postale
- Montant du prêt : 2 000 000 €
- Durée du contrat de prêt : 25 ans
- Taux d'intérêt annuel : taux fixe 0.96%
- Périodicité : trimestrielle
- Amortissement constant du capital

Un nouvel emprunt pourra être prévu au budget primitif 2022 en fonction des investissements votés lors de l'adoption du budget primitif. Ce montant pourra être revu en cours d'exercice en fonction des besoins réels, tout en sachant que la volonté de la collectivité est de ne pas augmenter l'encours de la dette, et donc de ne pas emprunter plus que le capital remboursé chaque année (amortissement).

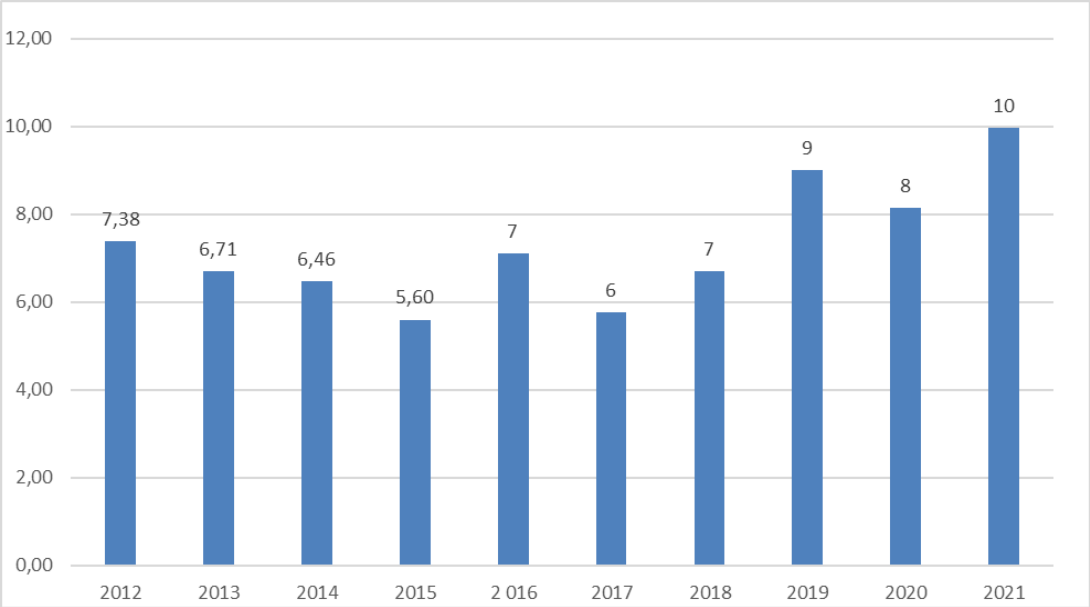
Par ailleurs, l'ensemble des prêts de la Banque Populaire ont été renégociés en 2021 (décision 2021.156 en date du 12 juillet 2021 pour celui concernant le budget principal de la ville) afin de profiter des taux bas actuels et ainsi dégager des marges de manœuvre. Le taux de l'emprunt renégocié sur le budget principal passe de 4.19% à 2.39% avec une économie d'environ 32 000 euros sur les charges financières.
Le deuxième emprunt renégocié concerne le budget annexe de l'énergie renouvelable (Cf page 34).

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE



La capacité à se désendetter s'élève au 31 décembre 2021 à un peu plus de 10 années, juste en deçà du seuil des 11 ans à ne pas dépasser au titre des bonnes pratiques de gestion communale.

Ce **ratio de désendettement** détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.



Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

C - Les budgets annexes

➢ LE PARC DE STATIONNEMENT

L'estimation des résultats 2021 (sous réserve du vote du compte administratif et du compte de gestion) se décomposent ainsi :

Résultat de Fonctionnement	+ 2 271.11 euros
Résultat d'Investissement	+ 68 573.47 euros
Résultat global de clôture	+ 70 844.58 euros

L'annuité d'emprunt de l'exercice 2021 s'est élevée à la somme de 21 361.40 euros.
Seule la fin de l'emprunt structuré en 2019 permet de dégager un peu de marge de manœuvre à partir de 2020.
Malgré tout, une subvention d'équilibre provenant du budget principal a été nécessaire à hauteur de 69 053.67 euros en 2021.
La subvention d'équilibre devrait se situer à environ 65 678 euros pour 2022.

Extinction de la dette

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2021	20 098,45	1 262,95	21 361,40	83 095,48
2022	20 365,07	996,33	21 361,40	62 730,41
2023	20 635,23	726,17	21 361,40	42 095,18
2024	20 908,96	452,44	21 361,40	21 186,22
2025	21 186,22	175,06	21 361,28	0,00
TOTAL GENERAL	103 193,93	3 612,95	106 806,88	

Concernant les recettes, la Commune est confrontée à une baisse régulière de la fréquentation du parking souterrain :

2012	94 097.73 euros	130 000 entrées
2013	88 106.00 euros	115 000 entrées
2014	82 514.61 euros	106 291 entrées
2015	81 192.39 euros	102 828 entrées
2016	73 655.41 euros	96 255 entrées
2017	83 603.66 euros	94 044 entrées
2018	61 297.40 euros	76 768 entrées
2019	73 909.80 euros	83 117 entrées
2020	66 655.63 euros	61 155 entrées
2021	58 969.13 euros	69 613 entrées

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

La baisse conséquente, mais ponctuelle, constatée en 2018 était la conséquence de deux facteurs :

- La fermeture du parking pendant les travaux (4 semaines),
- La mise en place de la zone bleue en stationnement de surface.

Celle de 2020 est due à la crise sanitaire et à la non utilisation du parking pendant le confinement.

On remarque une légère hausse de la fréquentation en 2021. Toutefois, elle ne se retrouve pas au niveau d'avant la crise.

Un travail d'optimisation des recettes est en cours de réflexion.

L'évolution de la fréquentation par durée se décompose comme suit :

Durée	Nombre entrées		
	2019	2020	2021
0-30 mn	22 029	15 351	16 584
30-60 mn	12 659	9 081	9 649
1-2 h	13 585	9 519	10 402
2-3 h	5 961	4 077	4 754
3-4 h	6 050	4 592	5 571
4-5 h	4 510	3 444	4 422
5-6 h	2 762	2 154	2 371
6-8 h	1 542	1 081	1 111
8-12 h	6 005	4 352	5 241
12-18 h	2 949	2 651	3 871
18-24 h	1 670	1 646	1 892
1-2 j	1 327	1 336	1 562
2-3 j	828	751	826
3-4 j	445	359	409
4 j et plus	795	761	948
Total	**83 117**	**61 155**	**69 613**

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

➢ LE PHOTOVOLTAÏQUE

L'estimation des résultats 2021 (sous réserve du vote du compte administratif et du compte de gestion) se décomposent ainsi :

Résultat de Fonctionnement cumulé	+	319 943.86 euros
Résultat d'Investissement cumulé	+	14 727.47 euros
Résultat global de clôture	+	334 671.33 euros

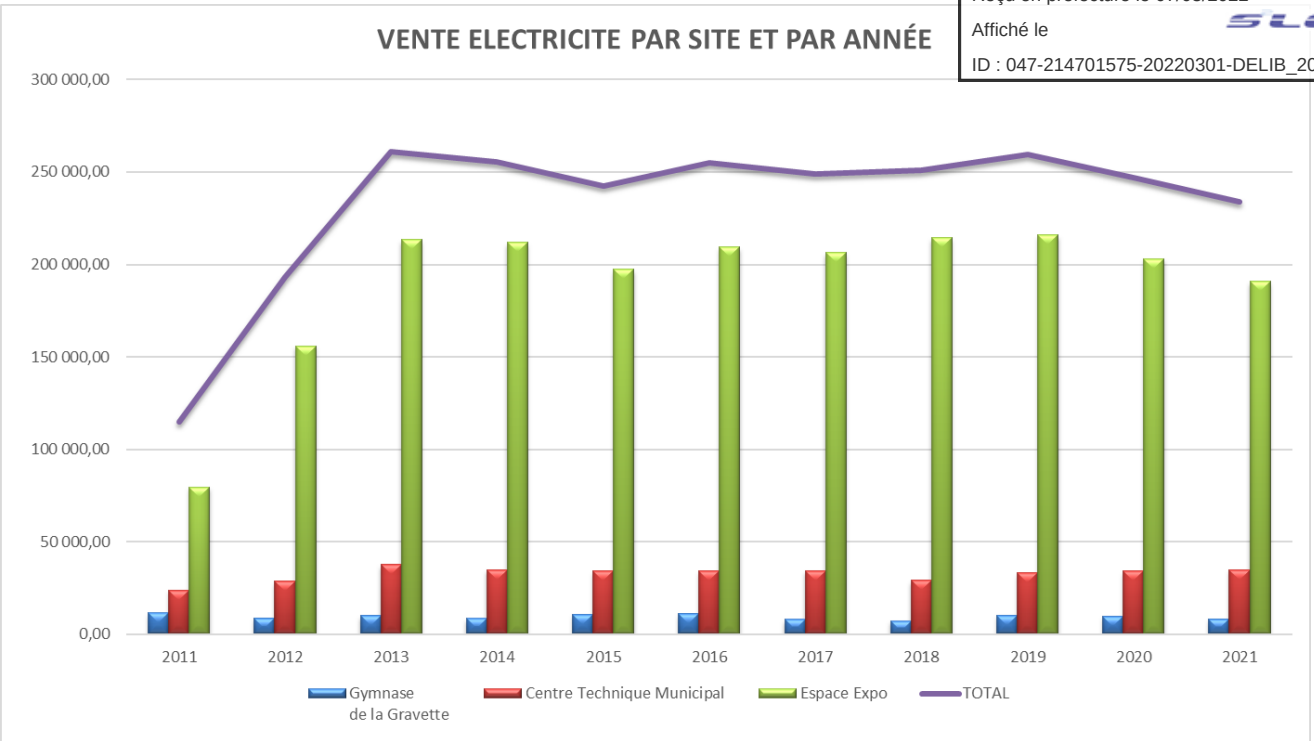
Un nettoyage annuel des toitures du Centre Technique et du Gymnase de La Gravette et un nettoyage semestriel de la toiture de l'Espace Expo sont indispensables et coûtent environ 8 000 euros.

La production annuelle attendue pour équilibrer le budget s'élève à 220 000 euros.

L'évolution de la production annuelle des 3 sites se présente comme suit :

2011 : 114 970.03 euros
2012 : 193 350.29 euros
2013 : 261 128.42 euros
2014 : 255 620.29 euros
2015 : 242 402.87 euros
2016 : 254 964.27 euros
2017 : 248 836.32 euros
2018 : 250 851.78 euros
2019 : 259 429.99 euros
2020 : 247 014.16 euros
2021 : 234 030.94 euros

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE



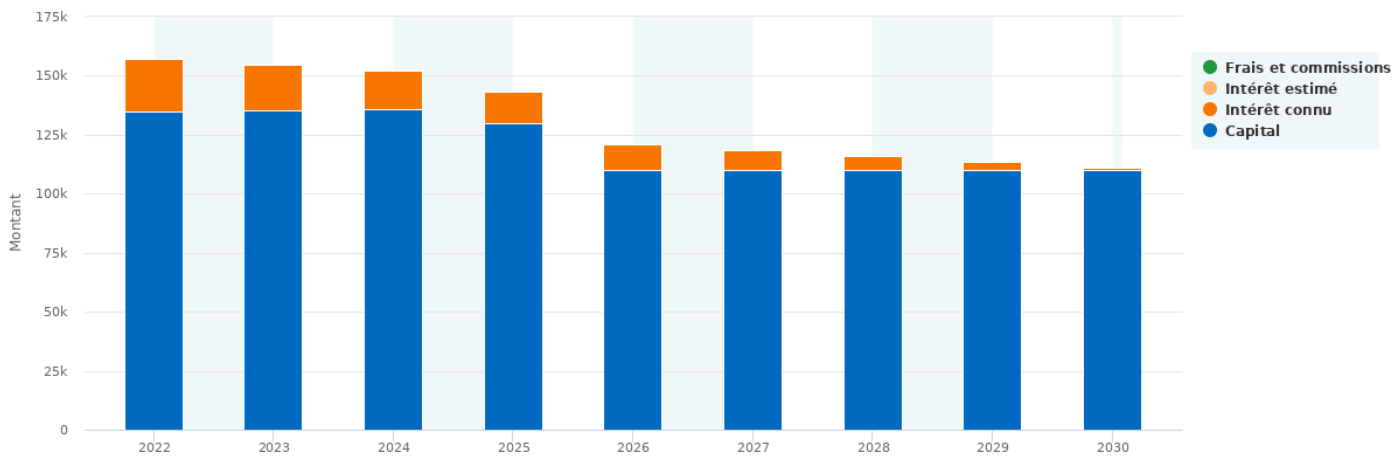
Une réflexion va être engagée rapidement afin de mettre en œuvre des projets structurants pour utiliser judicieusement les excédents dégagés.

Concernant la dette, le choix qui a été fait de contracter les emprunts en amortissement constant permet d'avoir des intérêts qui diminuent chaque année, et donc de dégager de l'autofinancement.

Par ailleurs sur les deux emprunts présents dans l'encours, l'emprunt le plus important (2 200 000 € à 3.20% à l'origine) a été renégocié en 2021 au taux de 2.15% auprès de la Banque Populaire.
Cette opération permet de réaliser 47 210.57 euros d'économies sur les frais financiers restant à courir jusqu'à la fin du contrat (2030).

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

Extinction de la Dette



➢ LA SALLE DE SPECTACLES COMOEDIA

L'estimation des résultats 2021 (sous réserve du vote du compte administratif et du compte de gestion) se décomposent ainsi :

Résultat de Fonctionnement	+ 76 139.89 euros
Résultat d'Investissement	+ 5 668.43 euros
Résultat global de clôture	+ 81 808.32 euros

La subvention d'équilibre provenant du budget principal a évolué comme suit :

2016 : 102 645.00 euros

2017 : 169 356.83 euros

2018 : 157 817.77 euros

2019 : 178 265.00 euros

2020 : 182 704.71 euros

2021 : 63 394.83 euros

Estimation 2022 : 323 121 euros

En effet, conformément aux recommandations n°5 (« clarifier les obligations de service public qui reposent sur le budget annexe Comoedia ») et 6 (« rattacher l'ensemble des dépenses et recettes qui relèvent de l'activité de la salle de spectacle Comoedia au budget annexe ») de la Chambre Régionale des Comptes à l'issue de son audit mené en 2021, le budget annexe 2022 du Comoedia s'attachera à retranscrire une vision complète et sincère des coûts de cette activité. Cela passe notamment par l'affectation des charges de personnel au budget annexe concernant les agents travaillant au Comoedia.

Par ailleurs, une révision de la politique tarifaire sera entreprise.

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

➢ CESAME

L'estimation des résultats 2021 (sous réserve du vote du compte administratif et du compte de gestion) se décomposent ainsi :

Résultat de Fonctionnement	+	162 384.58 euros
Résultat d'Investissement	-	130 000.00 euros
Résultat global de clôture	+	32 384.58 euros

La subvention d'équilibre provenant du budget principal s'est élevée à 164 228.90 euros en 2021.
Celle pour 2022 n'est pas encore fixée compte tenu du manque de certains éléments à ce jour.

L'activité d'un tiers-lieu n'est pas une opération pouvant être rattachée à l'activité classique de services à caractère administratif, social, éducatif, culturel et sportif : cette activité est donc soumise de plein droit à la TVA. La demande de remboursement de la TVA fiscale sur les travaux déjà réalisés sur ce site fait l'objet d'un contrôle des services des Finances Publiques. Ce contrôle est actuellement en cours d'instruction.

La Chambre Régionale des Comptes formule une recommandation (n°7) sur le projet CESAme clarifier et préciser l'objet du projet CESAme et, s'il s'inscrit effectivement dans le champ de l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, organiser son transfert à Val de Garonne Agglomération.

III – LES ORIENTATIONS 2022

Les budget primitifs 2022 du budget principal et des budgets annexes seront présentés au Conseil Municipal du mois de mars 2022.
Ces budgets seront bâtis en tenant compte des principes habituels :

- ✓ Maintenir :
  - un effort d'équipement visant à :
    - conserver le patrimoine en bon état
    - réduire les consommations des fluides tout en réduisant l'empreinte carbone des bâtiments
    - améliorer le bien-être des usages ainsi que les conditions de travail des agents
  - une qualité du service public communal
  - des équilibres financiers dans le plus strict respect des procédures
- ✓ Stabiliser l'endettement avec une capacité de désendettement inférieure à 11 ans
- ✓ Augmenter le taux d'épargne brute à plus de 10 %

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

- ✓ Ne pas alourdir la fiscalité
- ✓ Bénéficier au maximum des financements externes et notamment du plan de relance

Mais ils devront également tenir compte des recommandations issues du contrôle de la Chambre Régionale des Comptes des exercices 2016 et suivants :

Recommandations de la Chambre Régionale des Comptes		
Numéro	**Mises en œuvre en cours**	**Non encore mises en œuvre**
1	Identifier la responsabilité du suivi de la masse salariale au sein des équipes et mettre en place les outils adéquats tant en exécution qu'en projection, en coordination renforcée avec le pilotage des effectifs déjà initié	
2	Mettre en place une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences réaliste (identification des postes, process d'ouverture et de suppression des postes, identification des compétences…) et permettant de suivre et maîtriser l'impact des choix de gestion sur la masse salariale	
3	Renforcer le cadre d'usage de la PPI, en procédant à des mises à jour régulières permettant de conduire le pilotage de la prospective financière de la commune	
4	Adapter les outils de pilotage physico-financier des investissements, en mettant en place une gestion en AP/CP (au moins sur les grosses opérations)	
5		Clarifier les obligations de service public qui reposent sur le budget annexe Comoedia
6	Rattacher l'ensemble des dépenses et recettes qui relèvent de l'activité de la salle de spectacle Comoedia au budget annexe	
7	Se rapprocher de la commune de Tonneins et de Val de Garonne Agglomération pour l'élaboration des projets de services et les évaluer annuellement en même temps que l'évaluation financière, dans le cadre du schéma de mutualisation	
8		Clarifier et préciser l'objet du projet CESAme et, s'il s'inscrit effectivement dans le champ de l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales, organiser son transfert à Val de Garonne Agglomération

2021 était une année de transition, où de nombreux projets ont été lancés pour faire évoluer les politiques publiques au service des Marmandais en termes de transition écologique, de solidarité et de dialogue citoyen.

2022 sera l'année de la stabilisation afin d'asseoir ces nouvelles politiques dans le temps.

Envoyé en préfecture le 07/03/2022
Reçu en préfecture le 07/03/2022
Affiché le
ID : 047-214701575-20220301-DELIB_2022_A05-DE

Les principaux projets en cours sont les suivants :

Aménagement de la caserne du SDIS	75 600 €
Budget Participatif	100 000 €
Eglise Notre Dame	164 280 €
CVCV Clémenceau – De Gaulle (AP/CP)	317 000 €
OPAH RU	156 000 €
Ilot des Religieuses	214 000 €
Ilot Espiet (AP/CP)	508 000 €
Aménagement Cour Ecole Labrunie	242 100 €
Micro pieux Ecole Labrunie	180 000 €
Transition Ecologique(programme travaux AP/CP)	328 000 €
NPNRU (AP/CP)	50 000 €
Campus des Formations CESAme (Maîtrise Œuvre)	150 000 €
Campus des Formations CESAme (Travaux)	1 000 000 €

Ces projets vous sont présentés plus en détail dans le dossier des orientations politiques qui suit celui des orientations budgétaires lors du présent conseil municipal.